



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté  
et de la légalité**

Bureau de la réglementation et de la citoyenneté  
Section élections

Strasbourg, le

**26 OCT 2021**

**ARRÊTÉ**

modifiant la composition de la commission de contrôle chargée de la régularité des listes électorales de la commune de  
MUNDOLSHEIM

**La préfète de la région Grand Est,  
préfète de la zone de défense et de sécurité Est,  
préfète du Bas-Rhin**

**VU** le code électoral, notamment ses articles L. 19 et R. 7 à R. 11 ;

**VU** le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER en qualité de préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;

**VU** le décret du 1<sup>er</sup> décembre 2020 portant nomination de Monsieur Mathieu DUHAMEL en qualité de secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;

**VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2021 portant nomination des membres de la commission de contrôle chargée de la régularité des listes électorales de la commune de MUNDOLSHEIM ;

**VU** l'arrêté du 4 octobre 2021 portant délégation de signature à Monsieur Mathieu DUHAMEL, secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;

**VU** l'élection de Monsieur Laurent GUILLO à la fonction de huitième adjoint au maire ;

**VU** les propositions de la maire de MUNDOLSHEIM ;

**CONSIDÉRANT** que Monsieur Laurent GUILLO, initialement désigné membre de la commission de contrôle des listes électorales de la commune de MUNDOLSHEIM, a été élu huitième adjoint au maire de la commune et est titulaire à ce titre de délégations, ce qui l'empêche de poursuivre l'exercice de sa fonction de membre de la commission de contrôle des listes électorales ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de nommer, dans chaque commune, les membres des commissions de contrôle chargées de la régularité des listes électorales pour une durée de trois ans et après chaque renouvellement intégral du conseil municipal ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;

## ARRÊTE :

**Article 1<sup>er</sup> :** Les conseillers municipaux suivants sont nommés membres de la commission de contrôle chargée de la régularité des listes électorales de la commune de MUNDOLSHEIM :

<b>Membres</b>	<b>Titulaires</b>	<b>Suppléants</b>
Conseiller municipal n° 1 (issu de la liste «AGIR POUR MUNDOLSHEIM»)	Madame DEISS Elisabeth	<i>Monsieur THOMY Eric</i>
Conseiller municipal n° 2 (issu de la liste «AGIR POUR MUNDOLSHEIM»)	Madame RISSE Sylvie	<i>Madame LINGELSER Julie</i>
Conseiller municipal n° 3 (issu de la liste «AGIR POUR MUNDOLSHEIM»)	Monsieur LEHMANN Eric	<i>Monsieur BOUREL Sébastien</i>
Conseiller municipal n° 4 (issu de la liste «VIVONS MUNDO»)	Monsieur BECKER Henri	<i>Madame WEHN Valérie</i>
Conseiller municipal n° 5 (issu de la liste «L'ALTERNATIVE PARTICIPATIVE»)	Monsieur DIEBOLD Hervé	<i>Monsieur ROSER Philippe</i>

**Article 2 :** Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2021 portant nomination des membres de la commission de contrôle chargée de la régularité des listes électorales de la commune de MUNDOLSHEIM.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin et la maire de MUNDOLSHEIM sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin.

La préfète  
Pour la Préfète  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

  
Mathieu DUHAMEL

## **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

I – Si vous estimez que le présent arrêté est contestable, vous avez la possibilité d'en demander la révision selon les voies de recours et dans les délais mentionnés ci-après :

**Un recours gracieux** auprès de mes services, à l'adresse suivante :

Madame la préfète du Bas-Rhin  
Direction de la citoyenneté et de la légalité  
Bureau de la réglementation et de la citoyenneté  
Section élections  
5 place de la République  
67073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

**Un recours hiérarchique** auprès de :

Monsieur le ministre de l'Intérieur  
Direction des libertés publiques et des affaires juridiques  
Place Beauvau  
75800 PARIS CEDEX 08

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision.

S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II – Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal administratif de Strasbourg  
31 avenue de la Paix  
67070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au greffe du tribunal administratif au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Le tribunal administratif peut également être saisi d'un recours par le site: [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

*Vous pouvez également exercer un recours en référé sur la base des articles L521-1 à L521-3 du code de justice administrative.*